

Interview du Ministre des Affaires étrangères M. Alain Juppé au journal "Jeune Afrique"

Quai d'Orsay, 23 juin 1994

Afrique du Sud

Q – Vous vous êtes rendu en Afrique du Sud au début de cette année et vous vous disposez à y retourner au début de juillet avec le Président Mitterrand. Pourquoi un tel intérêt ?

R – Nous parions sur l'avenir de l'Afrique du Sud dont nous entendons faire un partenaire important de notre politique africaine. Si la formidable victoire de la démocratie dans ce pays s'inscrit dans la durée -et nous le souhaitons ardemment- l'ensemble du continent en profitera. La France doit donc être très présente. Bilatéralement, en augmentant sensiblement ses crédits de coopération et en encourageant ses entreprises à y investir. Politiquement, en intégrant l'Afrique du Sud dans la procédure des sommets franco-africains – ce que nous proposons à l'occasion du sommet de Biarritz en novembre. La stature des hommes d'Etat de ce pays, Mandela et De Klerk tout particulièrement, nous commande d'être à leur côté. Je me réjouis donc que la visite du Président Mitterrand ait lieu le plus tôt possible.

Rwanda

Q – Comment expliquez-vous la tragédie du Rwanda ?

R – On assiste à un double affrontement, ethnique et politique. L'aspect ethnique est connu : majorité hutue contre minorité tutsie. S'y mêle le conflit entre le Front patriotique rwandais (FPR), qui entend conquérir le pays à tout prix, et l'armée gouvernementale, laquelle, au lendemain de l'assassinat du président Habyarimana, s'est livrée, directement ou à travers les milices, à un véritable génocide.

Q – Le régime Habyarimana constituait-il un barrage contre l'irruption de la barbarie ?

R – Je le crois. Je tiens à dire en tout cas que les analyses avancées ici ou là, accusant la diplomatie française d'être à l'origine des tragiques événements, sont simplement absurdes. Depuis des années, nous avons tenté de favoriser un partage du pouvoir au Rwanda. Sans l'aide de la France, les accords d'Arusha d'août 1993, auxquels tout le monde se réfère, n'auraient jamais été signés. Le président Habyarimana y avait adhéré et une réconciliation paraissait enfin possible. C'est l'attentat contre l'avion présidentiel -et non la France!- qui a fait voler en éclats ce fragile espoir.

Q – Sait-on qui a tiré sur l'avion ?

R – Rien ne permet d'accuser tel camp plutôt que tel autre. Les parties en présence s'accusent mutuellement, mais nous ne disposons pas d'éléments fiables pour trancher.

Q – Apparemment vous êtes sur les mêmes positions que l'Elysée ?

R – Sur le Rwanda, nous avons la même analyse.

Q – Qui alimente la guerre, à votre avis ?

R – Les extrémistes se trouvent dans les deux camps. Nous les condamnons avec la plus grande fermeté ainsi que ceux qui leur fournissent des armes.

Q – De qui s'agit-il ?

R – Chacun sait que l'Ouganda a apporté au FPR une aide logistique et que certains éléments au Zaïre soutiennent l'armée rwandaise. On n'arrêtera pas le massacre en alimentant la guerre. Nous devons donc aider les modérés des deux camps et tout faire pour revenir aux accords d'Arusha.

Q – Arusha paraît loin aujourd'hui...

R – Mais il n'y a pas d'autre solution. Comment accepter que le FPR, s'il remporte la guerre, puisse im-

poser sa volonté à 80 % de la population ? Comment accepter que des extrémistes hutus puissent continuer à exterminer la minorité tutsie ? Sauf à considérer que le Rwanda doit disparaître, les modérés des deux bords doivent impérativement s'entendre.

Q – Le retrait des troupes françaises de Kigali apporte de l'eau au moulin de ceux qui, à Paris, accusent la France de se désengager de l'Afrique ?

R – Ce n'est pas sérieux ! Nous n'avons pas vocation à nous interposer partout entre les combattants. Seule une force des Nations unies pouvait réussir cette mission. Nous avons tout fait pour qu'elle se mette en place rapidement. Ce n'est -hélas !- toujours pas le cas. C'est pourquoi nous sommes prêts désormais à monter, avec d'autres pays européens et africains, une opération humanitaire de durée limitée, sur des objectifs précis.

France – Afrique – dévaluation du franc CFA

Q – Il n'empêche : le retrait du Rwanda, survenant après la dévaluation du franc CFA, est interprété par nombre d'Africains comme un signe de désintérêt pour le continent – Afrique du Sud exceptée.

R – Ces Africains-là se trompent. En vérité, c'est la non-dévaluation qui aurait constitué une preuve de l'abandon de l'Afrique ! Nous aurions alors laissé le continent s'enfoncer dans le marasme et le sous-développement, nous aurions empêché les pays susceptibles de développer leurs capacités exportatrices de le faire. C'eût été une solution de facilité, je dirais même de lâcheté. Redonner à l'Afrique une chance de s'accrocher au train du développement passait nécessairement par l'ajustement monétaire. Pourquoi ce qui a réussi en Amérique latine, en Asie, en Égypte, échouerait en Afrique ? L'Afrique n'aurait-elle pas le droit, elle aussi, à l'assainissement économique ? La France a pris ses responsabilités et ne lâche personne. Il est certes trop tôt pour dire si la dévaluation a réussi, mais il est clair qu'elle n'a pas échoué.

Q – Les critiques de la dévaluation du franc CFA émanent également de certains de vos amis politiques, au sein du RPR pour ne pas le nommer.

R – Elles émanent de tous ceux qui ont une vision passéiste, conservatrice et immobile de l'Afrique. Ah ! comme il aurait été confortable de différer encore l'inévitable !

Q – Vous admettez néanmoins que rien n'est ac-

quis.

R – Rien n'est gagné, c'est vrai. Le succès de la dévaluation se jouera dans quelques pays, notamment en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Sénégal. Il faudra aussi aider certains pays de la zone, qui ont des capacités exportatrices limitées, à passer ce cap difficile : le Mali, le Niger, le Tchad, la Centrafrique, par exemple.

Q – Paris, apparemment, a ses "chouchous" au sein du précarré – Mauritanie, Burkina...

R – Je ne veux pas désobliger les uns et démobiliser les autres en établissant un palmarès. Mais il est vrai que certains pays, dont ceux que vous citez, ont mis en place avec beaucoup de courage des plans de redressement. Il faut inciter les autres à suivre le même chemin.

Q – Est-il normal de faire accueillir un chef d'Etat africain à Paris, récemment le président Biya, par un simple fonctionnaire du protocole du Quai d'Orsay ?

R – Le président Biya était en visite privée. Il est de tradition, dans la mesure où Paris est une plaque tournante, que le ministre des Affaires étrangères ne se rende pas systématiquement à l'aéroport. Après tout, je n'ai pas non plus accueilli le Président Clinton ! Lors de son séjour, Paul Biya a été reçu par le président de la République et le Premier ministre, c'est cela qui compte.

Q – Soit. Mais quand Alain Juppé va en Afrique, il n'est pas accueilli par un fonctionnaire...

R – Ce qui compte, c'est la densité des entretiens politiques, plus que le protocole.

Libye

Q – L'évacuation de la bande d'Aouzou par les troupes de Kaddafi vous a-t-elle surpris ?

R – J'étais sceptique, pourquoi ne pas l'avouer, quant à la célérité avec laquelle les Libyens appliqueraient la décision de la Cour de La Haye. Disons que leur attitude a constitué une agréable surprise.

Q – Est-ce un geste de bonne volonté, destiné à desserrer l'étau des sanctions contre la Libye ?

R – Peut-être. J'y vois, en tout cas, une volonté de respecter la parole donnée et de ne pas se mettre dans un mauvais cas.

Mais il ne faut pas tout mélanger et mettre au crédit de la Libye ce qui n'est que l'application d'une décision internationale. Quoi qu'il en soit, la Libye

ne sera pas dispensée de l'obligation de respecter les résolutions de l'ONU qui s'imposent à elle.

Q – La position de la France a-t-elle évolué à ce sujet ?

R – Pourquoi évoluerait-elle ? Nous avons maintes fois expliqué à la Libye que nous étions tout à fait solidaires de nos partenaires dans l'affaire de Lockerbie et que, si elle voulait régler ce problème, elle devrait utiliser les voies diplomatiques officielles plutôt que de recourir à une multitude d'intermédiaires. Je ne suis pas sûr que le message soit bien passé, mais je m'y emploie avec insistance.

Q – Vous aviez l'occasion de le rappeler lors du passage à Paris, au début de mai, de votre homologue libyen Omar et-Mountasser. Or vous avez refusé de le recevoir.

R – Je croyais que l'on me reprochait de l'avoir laissé venir ! Soyons sérieux : nous n'avons pas rompu nos relations diplomatiques avec la Libye, et quand un de ses ministres passe par Paris, je ne vois pas au nom de quoi je lui interdrais l'entrée du territoire. Surtout qu'il n'était pas le premier. Cela dit, tant que la Libye ne manifesterait pas plus de bonne volonté dans l'affaire qui nous concerne, celle du DC 10 d'UTA, je ne vois pas la nécessité d'un entretien avec M. Mountasser. A moins qu'il ne me fasse savoir à l'avance que son pays a décidé de répondre positivement aux exigences de notre juge d'instruction.

Egypte

Q – Avez-vous des informations sur le sort de l'opposant disparu Mansour Kikhia ?

R – Aucune, hélas !

Q – Les Egyptiens ne vous en ont rien dit ?

R – Je vais au Caire à la fin de juin. Cette affaire figure parmi les dossiers que j'évoquerai avec mon homologue Amr Moussa.

Sahara occidental

Q – Lors de sa visite à Rabat en juillet 1993, Edouard Balladur avait proposé Paris comme lieu de négociations entre le Maroc et le Polisario. Où en est-on ?

R – Nous avons, effectivement, fait acte de disponibilité. Si cela peut aider à faire avancer le règlement de cette affaire dans le cadre du plan de l'ONU, Paris est un lieu de médiation possible.

Q – Quelle a été la réponse des deux parties ?

R – Nous n'avons reçu aucune réponse. Mais nous maintenons évidemment notre proposition.

Q – Le référendum aura-t-il lieu cette année au Sahara ?

R – Je l'ignore. Mais il faut sortir de la situation actuelle, nous le disons aux uns et aux autres. Nous soutenons le plan de l'ONU afin que les populations concernées puissent enfin s'exprimer.

Q – La solution au Sahara dépend aussi des bonnes dispositions algériennes. Ont-elles évolué ?

R – Sans doute. Je m'en suis entretenu à plusieurs reprises avec nos partenaires algériens. L'Algérie, à mon sens, a suffisamment de problèmes internes pour ne pas traîner en outre celui-là. C'est tout au moins le message que je tente de faire passer à ses responsables.

Q – Et leur réponse ?

R – Elle n'est pas négative.

Maroc

Q – Curieusement, les relations franco-marocaines ne paraissent pas aussi chaleureuses qu'on le croit.

R – Elles sont cordiales et les visites de part et d'autres multiples. Mais il existe, c'est vrai, pourquoi le cacher, un petit problème qui explique ce que vous ressentez : nos amis marocains ont l'impression que la négociation de l'accord européen n'avance pas assez vite. Je peux les rassurer : l'intérêt de la France est d'en accélérer la conclusion.

Tunisie

Q – Et les rapports avec la Tunisie ?

R – Tout à fait bons. Bien que certains journaux français connaissent-là-bas quelques problèmes...

Algérie

Q – L'armée peut-elle l'emporter, en Algérie, contre les Islamistes ?

R – Je ne sais pas qui peut répondre à cette question. En tout cas pas moi. Qui va l'emporter ? Nous souhaitons que ce soit le peuple algérien. Qu'il puisse sortir de la crise économique, accéder à la démocratie, retrouver la paix et la stabilité, ce sont là nos seuls objectifs. Toute la question est de savoir comment y parvenir. La position de la France est claire : elle ne soutient pas le statu quo. Je l'ai dit il y a un an déjà, le blocage politique et économique ne pourrait que conduire l'Algérie à la catastrophe. Il faut donc

ouvrir le dialogue, chercher les voies d'une réconciliation nationale, déboucher sur des élections. Il faut aussi se débarrasser de la chape de plomb du collectivisme. Je dois dire que beaucoup de choses ont été accomplies dans ce domaine depuis quelques mois. Je me souviens qu'en octobre 1992, le Premier ministre Belaid Abdesselam m'avait dit : "Jamais l'Algérie ne s'humiliera en dévaluant sa monnaie!" Aujourd'hui, un bon accord va être conclu avec le FMI, et la France joue dans ce cadre un rôle solidaire, décisif, moteur.

Q – Et le dialogue politique ?

R – Sur ce point aussi, il y a eu des progrès. La volonté de dialoguer existe du côté du pouvoir. Tout le problème est de savoir avec qui. Il est évidemment très difficile de négocier avec quelqu'un qui pose un Kalachnikov sur la table en orientant le canon directement sur votre poitrine! Mais je constate que le pouvoir, tout en maintenant une politique sécuritaire souvent rude, c'est vrai, se montre de plus en plus ouvert à la discussion.

Q – Faut-il dialoguer avec les chefs du FIS emprisonnés – et qui, eux, par définition, n'ont pas de Kalachnikov ?

R – Mais leurs amis à l'extérieur en ont! Soyons clairs : la France n'a pas, n'a jamais eu, de politique anti-islamique. Nous n'avons aucun problème avec l'Islam, mais nous en avons avec le terrorisme et avec ceux qui nous combattent. Je n'ai donc aucune indulgence à l'égard de forces extrémistes dont l'objet est antifrançais, antieuropéen, antioccidental. Je ne pratique pas, moi, le masochisme politique et nous n'avons nul intérêt à être complaisants avec ceux qui prônent notre élimination.

Q – Est-ce vraiment le cas du FIS ?

R – C'est le cas d'un certain nombre de ses responsables, et je ne vise pas ici forcément ceux qui sont en prison. Il suffit de lire leurs déclarations et de les juger sur leurs actes. Je vous rappelle que des Français ont été assassinés en Algérie.

Q – Excluez-vous des "coups tordus" à ce sujet ?

R – Dans la situation où se trouve ce malheureux pays, rien n'est jamais à exclure. Mais ne compliquons pas trop les choses : les principaux responsables des attentats contre les Français, ce sont ceux-là mêmes qui les désignent à la vindicte publique. Encore une fois, les hommes politiques ont le tort de ne pas lire

les déclarations. Je les lis, moi, et je crois que ceux qui les font, pensent ce qu'ils disent. Certes, je n'accuse pas tous les chefs du FIS, qui est d'ailleurs une appellation non contrôlée. Mais je comprends parfaitement que le pouvoir algérien ne souhaite pas dialoguer avec ceux qui cherchent à le détruire.

Q – Si l'Algérie tombe entre les mains des islamistes, y a-t-il un risque de contagion au Maroc et en Tunisie ?

R – Le risque existe, il faut à tout prix l'éviter. Je l'ai déjà dit et les pays que vous citez l'ont assez mal pris. Depuis, ils se sont rendu compte qu'ils n'étaient pas à l'abri d'une telle catastrophe. Le fanatisme est une maladie terriblement contagieuse.

Q – L'annulation des élections algériennes de décembre 1991 n'explique-t-elle pas la situation actuelle ?

R – A partir du moment où l'on voit bien que des élections, dans un contexte politique et économique déterminé, vont amener au pouvoir des forces antidémocratiques, je comprends que l'on soit tenté d'arrêter le processus démocratique. Certes, c'est une décision délicate, tout comme est dangereux le slogan "pas de liberté pour les ennemis de la liberté". Mais évitons les jugements à l'emporte-pièce.

Q – Les Américains n'ont pas l'air d'être sur la même longueur d'onde que vous à propos de l'Algérie.

R – Lors de sa récente visite à Paris, le Président Clinton n'a pas développé une analyse différente de la nôtre. Vous savez, pour les Américains, l'Algérie est loin et ils n'en ont pas une sensibilité et une connaissance équivalentes à la nôtre, ce qu'ils admettent. De notre côté, nous essayons de les informer et de les convaincre. Les avons-nous convaincus? En partie oui, même s'ils ne sont toujours pas décidés à accorder à l'Algérie une aide économique directe. Politiquement, ils se montrent très attentifs à notre avis sur la question, ainsi que nous l'a répété Bill Clinton.

Irak

Q – N'est-il pas temps de mettre fin à l'embargo contre l'Irak ?

R – Non. Tout au moins tant que l'Irak n'aura pas reconnu et appliqué toutes les résolutions de l'ONU le concernant. Mais il faut certes tenir compte des progrès accomplis. Surtout pas d'immobilisme. Notre objectif n'est ni de démanteler l'Irak ni d'imposer un

quelconque pouvoir à Bagdad.

France – Afrique

Q – Qui est en charge de la politique africaine de la France ?

R – Je ne vois pas pourquoi vous me posez cette question. C'est bien évidemment le ministre des Affaires étrangères, en l'occurrence moi-même. Je travaille, bien sûr, en étroite collaboration avec Michel Roussin, qui est en charge de la Coopération et que je rencontre chaque semaine ou presque.

Q – L'Afrique intéresse beaucoup de monde à Paris...

R – C'est un peu une habitude, depuis des décennies. Mais rassurez-vous, nos partenaires africains s'y retrouvent parfaitement.

Q – L'intérêt soutenu que porte au continent votre collègue Charles Pasqua doit peut-être vous gêner.

R – Pourquoi ? Le ministre de l'Intérieur est un homme de poids, qui a des curiosités multiples.

Algérie

Q – Un diplomate nous confiait récemment, pour expliquer l'intérêt que porte Charles Pasqua à l'Algérie, que celle-ci n'est pas pour la France un pays tout à fait étranger...

R – Si vous voulez dire par là que ce qui se déroule là-bas peut avoir des conséquences ici, vous avez raison. Le risque, par exemple, de voir déferler à nos frontières une vague migratoire en cas de déstabilisation totale de l'Algérie est réel. Le Premier ministre nous a demandé, à Charles Pasqua et à moi-même, de réfléchir à cette éventualité. Il est clair que la France ne peut pas actuellement recevoir sur son sol des dizaines de milliers d'Algériens supplémentaires. Vous observerez que Charles Pasqua et moi-même tenons sur ce point le même discours.